Perspectives chinoises

2010/3 | 2010
Taiwan : consolation d'une société démocratique et distincte

Qui s'intéresse aux syndicats ?

Opinion et syndicats à Taiwan (1995-2005)

Chin-Fen Chang et Heng-Hao Chang

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5660
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2010
ISBN : 978-2-9533678-4-3
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Chin-Fen Chang et Heng-Hao Chang, « Qui s'intéresse aux syndicats ? », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/3 | 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5660

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

Qui s'intéresse aux syndicats ?

Opinion et syndicats à Taiwan (1995-2005)

CHIN-FEN CHANG ET HENG-HAO CHANG

Cet article analyse l'évolution de l'opinion publique taiwanaise à l'égard des syndicats, en cherchant plus particulièrement à déterminer quels sont les groupes de population favorables à une plus forte syndicalisation. Nous comparons tout d'abord l'évolution de cette opinion à travers les dynamiques macro-économiques et politiques. À partir de quatre enquêtes sur le changement social à Taiwan, réalisées entre 1995 et 2005, nous analysons ensuite les effets directs de quatre variables indépendantes (le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique et le niveau d'éducation) au niveau individuel ou collectif, à court ou long terme. Nous montrons une augmentation des attentes, entre 2000 et 2005, pour une syndicalisation plus forte, ce qui révèle une conscience accrue du rôle des syndicats dans les relations de travail, en particulier dans un contexte de crise économique ou de ralentissement de la croissance.

« Selon l'article 26 de la Loi sur les syndicats, si une grève nuit aux intérêts publics, [l'État] peut imposer une médiation. [...] Le Syndicat des chemins de fer de Taiwan a violé l'intention et l'esprit de l'article 26 de la Loi sur les syndicats, en prétextant l'organisation d'une réunion comme moyen déguisé de faire grève. Cette grève contourne la loi et nuit à l'image des syndicats et des travailleurs » [1].

Ceux qui ont fait l'expérience du long règne du Kuomintang (KMT) jusqu'en 2000, n'auraient pas été surpris d'entendre cette déclaration de la part du KMT, tant celui-ci n'a cessé de montrer son hostilité aux syndicats, et jusqu'à la levée de la loi martiale en 1987, bloqué toute velléité d'indépendance de leur part. Mais cette citation provient d'un communiqué de presse du Bureau central du Parti démocratique progressiste (*Minjindang* ou DPP, selon l'acronyme anglais), en 2003, lorsque celui-ci était au pouvoir. Cette remarque visant une grève des conducteurs de trains prévue lors des vacances de la fête de la mi-automne, à l'initiative du Syndicat des chemins de fer de Taiwan (*Taitie gonghui*), émanait du secrétaire général adjoint du DPP, qui se verra ensuite nommé directeur du Conseil du travail (*laoweihui*, ci-après CLA – pour Council of Labor Affairs), soit l'équivalent d'un ministre secrétaire d'État au Travail. Après leur accession au pouvoir, les élites du DPP ont fait preuve d'un tempérament semblable à celui de leurs prédécesseurs du KMT. Confrontées à une menace de grève, leur premier réflexe est de déclarer la grève illégale et d'encourager la désapprobation supposée du public pour montrer l'impopularité du mouvement. Ce parti-pris étant supposé acquis, l'opinion de la population envers les syndicats, le mouvement ouvrier et les questions afférentes n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune étude spécifique.

À Taiwan, la première loi sur les syndicats a été appliquée en 1929, durant la période coloniale japonaise. En apparence, cette loi semblait reconnaître et protéger le droit à la syndicalisation et aux actions de revendication. Mais en réalité, loin de servir l'intérêt des travailleurs, elle visait surtout à limiter le recours à la grève. De 1945 à 1987, avec la Loi martiale, les libertés syndicales ont été pratiquement interdites. Dans le régime corporatiste d'inspiration léniniste établi par le KMT, les confédérations nationales et les syndicats des entreprises publiques étaient strictement contrôlés soit par le parti lui-même, soit par un « Bureau de l'éthique » (*zhengfengshi*) implanté au sein des entreprises. Ces syndicats fantoches qui contrôlaient les activités des ouvriers, promouvaient les candidats du KMT lors des élections, et servaient de machines de propagande pour le parti et le patronat, ne défendant absolument pas les intérêts de leurs membres, que ce soit pour le salaire ou les conditions de travail. Ce n'est qu'après la libéralisation du régime, à la fin des années 1980, que les travailleurs ont pu participer à différents mouvements sociaux, et que le public a pris conscience, grâce aux médias, du rôle des syndicats indépendants.

La promulgation de la Loi-cadre sur le travail (*laodong jijun fa*) en 1984 et les changements progressifs de la culture po-

Les auteurs souhaitent remercier leurs collègues de l'Institut de sociologie de l'Academia Sinica, pour leurs commentaires et suggestions lors de la présentation d'une première version de ce texte en octobre 2009. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers Yi-ping Chang pour son excellente assistance technique.

1. Parti Démocratique Progressiste (DPP), « Zhichi laodong sanquan, fandui youzou falü bianyuan de bagong » (Défendre trois droits fondamentaux du travail, s'opposer à toute grève aux limites de la loi), *DPP Newsletter*, 10 septembre 2003.

Les syndiqués d'une entreprise publique, à Taipei, le 1er Mai 2009, pour la défense de l'emploi.
© AFP PHOTO / Sam YEH

litique ont contribué à l'émergence de syndicats indépendants dans les années 1980. Après la levée de la Loi martiale en 1987, les activités du mouvement ouvrier ont atteint un pic entre 1988 et 1989, avec de nombreuses grèves, pétitions, occupations et manifestations pour différentes causes : paiement des heures supplémentaires, primes de fin d'année et conditions de travail. De nombreux syndicats indépendants ont été créés et certains syndicats existants, contrôlés par le KMT ou la direction des entreprises, se sont transformés en organisations indépendantes. Pourtant, sous la pression de l'aile conservatrice du KMT, le Président Lee Teng-hui s'est vu contraint de nommer le général à la retraite Hau Pei-tsun au poste de Premier ministre, qui a entrepris de réprimer les syndicats indépendants, empêchant les grèves et attaquant en justice les militants. Le mouvement ouvrier taiwanais a également dû faire face à de nouveaux défis, tels que la restructuration de l'économie et une plus grande flexibilité du marché du travail.

Si la levée de la Loi martiale en 1987 a ouvert un espace politique pour la société civile, de nombreux syndicats du secteur public n'en sont pas moins restés sous le contrôle étroit du KMT. Les employés du secteur public bénéficiaient de conditions de travail relativement bonnes, avec la sécurité de l'emploi, des heures de travail raisonnables, et le versement d'une retraite. La faible « conscience de classe » qui en résultait a retardé l'émergence de syndicats indépendants dans le secteur public. Mais lorsqu'ils se verront confrontés au défi de la privatisation au tournant des années 1990, ils prendront alors la tête du mouvement syndical taiwanais [2]. Ainsi, en novembre 1989, un groupe de syndicats organise une manifestation « contre la privatisation ». En mai 1993, ce sont plus de 10 000 ouvriers de 14 entreprises publiques qui forment un cortège pour « sauver l'entreprise publique et le bien commun de tous les citoyens ». Enfin, en 1996, les entreprises publiques instaurent un défilé du « 1er mai pour le travail ».

Après l'arrivée au pouvoir du DPP en 2000, le mouvement ouvrier a réussi à obtenir quelques réformes de la législation qui ont, par exemple, permis l'existence de plusieurs fédérations nationales de syndicats, l'adoption de lois sur la protection des travailleurs en cas d'accident du travail, l'égalité des sexes dans le travail, ainsi que la protection contre le licenciement collectif des employés. Mais bien que le DPP ait depuis longtemps été favorable aux syndicats, et que quelques militants aient été recrutés dans le nouveau gouvernement, les milieux d'affaires ont réussi à limiter leurs efforts en exerçant une pression constante sur la nouvelle administration pour faire échouer le vote de réformes plus substantielles [3].

Si les syndicats prétendent défendre les intérêts économiques et politiques des travailleurs, leur mot d'ordre pour une solidarité de la classe ouvrière reste un motif abstrait tant qu'il n'est pas incarné par des actions concrètes. La syndicalisation et les actions collectives révèlent également le degré de respect et de tolérance d'une société démocratique envers les actes de résistance de la société civile contre l'État et le patronat. En plusieurs occasions, les syndicats participent également à d'autres mouvements sociaux pour manifester leur intérêt et leur attachement à d'autres droits civils et sociaux, comme les droits des femmes ou le respect de l'environnement. Il nous semble donc utile d'examiner en détail qui soutient la syndicalisation à Taiwan. En utilisant les quatre enquêtes existantes sur le changement social (*Taiwan shehui bianqian jiben diaocha*), la suite de l'article analyse l'évolution de l'opinion sur les syndicats durant la période de libéralisation et de démocratisation commencée en 1987, en tenant compte d'une part des variations du contexte politique et économique, d'autre part de facteurs individuels tels que l'origine familiale, le statut social et économique, ainsi que les orientations politiques.

Revue de la littérature et cadre théorique

L'opinion publique ne fait pas que refléter passivement les variations d'attitude envers certains enjeux sociétaux ; elle

2. Chang Chin-fen, *Taiwan gongying shiye minyinghua : jingji misi de pipan* (La privatisation des entreprises publiques à Taiwan : critique du mythe économique), Taipei, Institut de sociologie, Academia Sinica, 2001.
3. Ming-sho Ho, « Neo-Centrist Labour Policy in Practice : The DPP and Taiwanese Working Class », in Dafydd Fell *et al.*, *What Has Changed? Taiwan Before and After the Change in Ruling Party*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2006, p. 129-146.

influence aussi le débat académique et l'orientation des politiques publiques vers des choix plus ou moins conservateurs ou progressistes [4]. Les organisations sociales le savent bien lorsqu'elles ont recours aux résultats d'enquêtes d'opinion pour exiger des réformes. Or, de leur côté, les porte-paroles de l'État postulent souvent comme une évidence incontestable que les grèves ou les actions syndicales perturbent inutilement l'ordre social et freinent le développement économique. Étant donné l'absence d'analyse de l'opinion publique taiwanaise sur ce sujet, nous passerons tout d'abord en revue quelques résultats d'études de la littérature anglo-saxonne.

Dans une étude de tendances effectuée à la veille d'un épisode crucial de l'histoire des syndicats d'Europe occidentale après la guerre, Roiser et Little ont montré que les sondages britanniques révélaient systématiquement un fort soutien public aux syndicats. Mais plus de la moitié des membres des syndicats pensaient que ceux-ci étaient « trop puissants » [5]. En 1981, le soutien aux syndicats atteignait 61 %, soit 10 % de plus qu'une décennie plus tôt, avec un pourcentage élevé de sondés estimant que les syndicats était « une bonne chose pour la Grande-Bretagne » [6]. Si la population britannique semblait favorable aux syndicats, elle ne souhaitait pas en revanche une augmentation de leur influence. Ceci expliquerait pourquoi, malgré une forte résistance syndicale et une longue grève (1984-1985), le Premier ministre Margaret Thatcher a pu privatiser le secteur public (dont British Telecom) et fermer les mines de charbon, brisant ainsi un pilier du Parti travailliste.

Aux États-Unis, Tracy Chang a utilisé une enquête nationale de 1991 pour analyser l'impact de divers facteurs démographiques et socioprofessionnels sur l'opinion publique à l'égard des syndicats [7]. Son étude a montré que les minorités ethniques, la classe ouvrière ou les travailleurs indépendants, tous ceux qui ont un statut socioéconomique faible, les chômeurs et ceux qui subissent une régression de carrière ont tendance à souhaiter davantage d'influence aux syndicats, mais qu'en revanche, le niveau d'éducation et le sexe n'ont aucun effet significatif. Nous nous appuierons sur ce résultat pour notre analyse du cas taiwanais.

Cependant, l'opinion publique ne résulte pas seulement de facteurs individuels et objectifs, les évolutions sociétales et l'idéologie collective jouant également un rôle important dans les perceptions individuelles. Cette dimension peut être appréhendée par le concept socio-psychologique d' « humeur publique » (*public mood*) tel que l'ont défini Rahn, Kroeger et Kite [8]. Basé sur une typologie binaire (court et long terme, individuel et collectif), leur modèle recense les causes de cette humeur publique en quatre catégories [9]. Pour les causes individuelles et de court terme, ils incluent l'expérience personnelle et « l'humeur privée » (*private mood*). L'expérience personnelle comprend l'implication dans des activités politiques, les conditions économiques, les relations avec les organismes publics et le casier judiciaire. Les facteurs individuels de long terme comprennent des caractéristiques sociodémographiques telles que l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, le niveau d'éducation et la classe sociale. Les auteurs suggèrent également que des facteurs psychologiques comme la personnalité ou le degré de satisfaction dans la vie peuvent avoir des effets durables sur les choix politiques individuels [10]. L'humeur publique est aussi affectée par des agrégats de facteurs tels que l'appréciation de la performance macroéconomique des différents acteurs politiques. Il s'agit là d'effets variables à court terme, par exemple selon que survient ou prend fin une récession économique ou lorsque de nouveaux dirigeants arrivent au pouvoir. D'autres éléments collectifs ont des effets à plus long terme sur l'opinion publique : l'identité nationale, le patriotisme, l'orientation politique et l'idéologie. Toutes ces hypothèses ont pour l'essentiel été confirmées par des résultats empiriques.

Le mérite de cette typologie est de prendre en compte simultanément des facteurs psychologiques, personnels et collectifs, partant du principe que puisque l'opinion publique émane d'appréciations subjectives émises par des individus, leur humeur personnelle et leurs sentiments doivent être pris en compte. Un autre avantage de cette typologie est d'intégrer des facteurs de court et de long terme. Les premiers représentent des situations ou expériences temporaires, susceptibles de changer au gré des variations de carrière des sondés ou de leurs dirigeants politiques. Cependant, la distinction entre les facteurs de court et long terme n'est peut-être pas aussi nette que le suggère la typologie. Par exemple, l'opinion envers les dirigeants politiques (un facteur de court terme) dépend des différentes conceptions idéologiques du

4. Adam Swift *et al.*, « Distributive Justice : Does It Matter What the People Think ? », in James R. Kluegel *et al.*, *Social Justice and Political Change: Public Opinion in Capitalist and Post-Communist States*, New York, de Gruyter, 1995, p. 15-48.
5. Martin Roiser, Tim Little, « Public Opinion, Trade Unions and Industrial Relations », *Journal of Occupational Psychology*, vol. 59, 1986, p. 259-272.
6. *Ibid*, p. 262.
7. Tracy F.H. Chang, « A Structural Model of Race, Gender, Class, and Attitudes toward Labor Unions », *The Social Science Journal*, vol. 40, 2003, p. 189-200.
8. Wendy Rahn, Brian Kroeger et Cynthia Kite, « A Framework for the Study of Public Mood », *Political Psychology*, vol. 17, n°1, 1996, p. 29-58.
9. *Ibid.*, p. 38.
10. *Ibid.*, p. 6.

Tableau 1. Les facteurs influençant l'opinion publique à l'égard des syndicats

	À court terme	À long terme
Facteurs individuels	• Situation économique objective : catégories professionnelles et classe (ou situation) sociale • Identité individuelle ; identité de classe.	• Caractéristiques sociodémographiques : sexe, appartenance ethnique, âge, et niveau d'éducation.
Facteurs collectifs	• Contexte économique : taux de chômage. • Contexte politique: levée de la Loi martiale, élections présidentielles directes, changement du parti au pouvoir. • Émergence d'un mouvement syndical.	• Idéologie : attitude envers les politiques de protection sociale. • Orientation politique.

pouvoir d'État (un facteur de long terme). Et le statut social individuel (facteur de court terme) varie au gré des opportunités sur le marché du travail. Essentiellement fondée sur celle de Rahn *et al.*, notre typologie pour cette étude est présentée dans le Tableau 1. À la différence de ces auteurs, nous nous concentrons ici sur les changements d'opinions politiques et leurs causes, afin d'apporter un modèle d'explication plus fiable dans le temps. Nous prêtons en outre une attention particulière aux interactions annuelles et à certains facteurs clés pour résoudre les ambiguïtés sur la durée des effets à court ou long terme.

Opinion à l'égard des syndicats et facteurs individuels

Nous analysons tout d'abord les facteurs individuels, puis les changements politiques et économiques sur une période de 20 ans à Taiwan.

Les facteurs individuels et de court terme sont principalement liés au statut professionnel. Leurs indicateurs comprennent la réussite (financière ou en terme de prestige), et les exigences professionnelles (comme les compétences, l'expertise ou l'autorité). Les différences d'emplois impliquent également différentes cultures du travail qui façonnent l'identification de soi et l'idéologie [11]. Ces caractéristiques, dans leur ensemble, peuvent être représentées par des catégories plus larges comme la catégorie professionnelle et la classe (ou situation) sociale.

Les études transnationales sur la ségrégation dans le monde du travail utilisent souvent une dichotomie entre cols bleus (ouvriers, travailleurs manuels) et cols blancs (non manuels, et plus souvent en interaction avec la clientèle) [12]. Selon les statistiques officielles taiwanaises, plus de la moitié des syndiqués sont employés dans les mines ou l'industrie [13]. On peut donc raisonnablement supposer que les cols bleus auront davantage que les cols blancs tendance à soutenir les syndicats, mais il convient de veiller aux différences entre cols blancs. Ceux qui jouissent d'une formation longue et d'une plus grande autonomie sont relativement moins soumis à une performance quantitative sur le court terme, mais cela est de moins en moins vrai pour les employés qui effectuent des tâches de service à la clientèle ou ceux qui exercent des emplois répétitifs, soumis à de bas salaires, de longues heures de travail et une pression importante. Si les cadres et professions libérales (*gaoji bailing*) peuvent miser davantage sur leur niveau de qualification pour défendre leur intérêt personnel, les employés (*diji bailing*) sont plus susceptibles d'en appeler à l'action collective pour améliorer ensemble leurs conditions de travail, et donc de soutenir des syndicats forts.

À la polarisation entre une bourgeoisie patronale et un prolétariat d'employés, utilisée par Marx pour définir les relations de classe dans le capitalisme, nous ajoutons la petite bourgeoisie, une catégorie importante dans la structure économique taiwanaise. En théorie, nous pourrions supposer que la classe ouvrière soutiendra davantage le pouvoir syndical que les autres classes. Cependant, en étudiant le développement économique et la vie de la classe ouvrière à Taiwan dans les années 1980, Hill Gates a constaté une mobilité fréquente entre les ouvriers, la petite bourgeoisie et les employés des entreprises familiales [14], de sorte que l'on pourrait s'attendre à ce que la petite bourgeoisie et les ouvriers soutiennent également des syndicats forts. De son côté, Yin-Hwa Chu a conclu à l'inverse que cette mobilité professionnelle limitait d'autant la formation d'une conscience de classe suffisante pour s'engager ou soutenir le

11. Michèle Lamont, *The Dignity of Working Men : Morality and the Boundaries of Race, Class, and Immigration*, New York, Russel Sage Foundation, 2000.
12. Maria Charles, David B. Grusky, *Occupational Ghettos : The Worldwide Segregation of Women and Men*, Stanford, Stanford University Press, 2004.
13. Source statistique : Commission des Affaires du Travail, Yuan Exécutif, Taiwan. http://statdb.cla.gov.tw/statis/webproxy.aspx?sys=100 , consulté le 5 février 2010.
14. Hill Gates, *Chinese Working-Class Lives : Getting by in Taiwan*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1987, p. 73-79.

mouvement syndical [15]. Certes, certains ouvriers ont une chance de devenir employeur ou travailleur indépendant, mais étant donné une concurrence féroce, la plupart ont peu de chance d'améliorer leur situation économique [16]. On peut donc s'attendre à ce que la classe ouvrière et les travailleurs indépendants soient relativement favorables à des syndicats forts.

À la différence des études que nous venons de mentionner, nous nous intéressons aussi à l'opinion de ceux qui ne sont pas sur le marché du travail, comme les femmes au foyer, les chômeurs, et les étudiants adultes. Ils forment bien sûr un ensemble très hétérogène, et nous n'avons pas d'hypothèse spécifique pour les femmes au foyer ou les étudiants, mais comme l'a souligné Tracy Chang dans le contexte américain, on peut s'attendre à ce que les chômeurs soutiennent de façon significative les syndicats face aux employeurs [17].

L'identité subjective à une classe (ou une situation) sociale reflète une humeur psychologique qui n'est pas seulement déterminée par le statut social ou une position objective dans telle ou telle classe sociale. Lamont et Hodson ont chacun de leur côté remarqué que les membres de la classe ouvrière qu'ils ont interviewés expriment un sentiment de dignité et de fierté à travailler pour vivre [18]. Skeggs, qui a étudié les femmes britanniques dans l'industrie des services, a montré qu'à cause de la nature de leur travail, beaucoup s'identifient à la classe ouvrière tout en adhérant aux modes de vie de la classe moyenne [19]. Nous pouvons donc supposer que ceux qui s'identifient ainsi à la classe ouvrière sont plus enclins à soutenir le mouvement syndical.

Les facteurs individuels jouant à long terme font principalement référence à des caractéristiques fixes, des facteurs démographiques tels que l'âge et le sexe, et des facteurs représentant le contexte familial, comme l'appartenance ethnique du père. À Taiwan, les personnes qui ont connu la période de la Loi martiale peuvent hésiter à soutenir des actions collectives par souci d'éviter de nouveaux ennuis. Outre ce poids d'un passé collectif douloureux, le parcours de vie individuel peut également exercer une influence. La stabilité professionnelle et les revenus étant en général corrélés positivement à l'ancienneté, les travailleurs plus âgés ont tendance à manifester moins d'enthousiasme pour les syndicats que leurs collègues plus jeunes.

Comme l'indique l'étude précédente, il n'est pas évident d'identifier la corrélation entre le sexe et l'opinion envers les syndicats [20], car elle peut être faussée par les caractéristiques socioprofessionnelles. Par exemple, les cols bleus sont plus souvent des hommes tandis que les femmes sont plus nombreuses dans les services. Une étude de Ho Ming-sho suggère par ailleurs que les réflexes de virilité souvent inhérents à la formation d'une solidarité syndicale peuvent faire craindre aux femmes une discrimination machiste au sein des syndicats [21]. De sorte que nous faisons l'hypothèse que les femmes seront moins enclines que les hommes à soutenir le mouvement syndical.

À Taiwan, l'appartenance ethnique est un autre facteur important à prendre compte dans la mesure où elle influence l'opinion politique [22] et détermine souvent la nature des emplois. Ainsi, pour des raisons historiques et politiques, les Continentaux (*waishengren* [23]) ont plus de chances d'occuper les emplois stables du secteur public (à des postes de fonctionnaires de l'administration ou des entreprises publiques) que les Taiwanais de souche [24], Hoklo (ou *Minnanren*) et Hakka [25], beaucoup plus nombreux dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et parmi les travailleurs indépendants. Le long règne du KMT a entrainé la présence durable d'un pourcentage élevé de Continentaux aux postes de hauts fonctionnaires (ministères et agences de l'État). De sorte que les Continentaux seront probablement moins enclins à soutenir les syndicats qui contestent les politiques de l'État, en particulier avant la transition de régime en 2000.

En ce qui concerne le niveau d'éducation, nous faisons l'hypothèse que plus celui-ci est élevé, plus il y a tendance à sympathiser avec les initiatives de la société civile, les personnes en situation précaire sur le marché du travail, et par là même, une inclination à soutenir le mouvement syndical.

15. Yin-wah Chu, « Democracy and Organized Labor in Taiwan : the 1986 Transition », *Asian Survey*, vol. 36, n°5, 1996, p. 495-510.
16. H. Gates, *Chinese Working-Class Lives : Getting by in Taiwan*, *op. cit.*, p. 9.
17. T. Chang, « A Structural Model of Race, Gender, Class, and Attitudes toward Labor Unions », *art. cit.*
18. M. Lamont, *op. cit.*, p. 8 ; Randy Hodson, *Dignity at Work*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
19. Beverley Skeggs, *Formation of Class and Gender : Becoming Respectable*, London, Sage, 1997.
20. T. Chang, « A Structural Model of Race, Gender, Class, and Attitudes toward Labor Unions », *art. cit.*, p. 6.
21. Ming-sho Ho, « Masculinity in Taiwan's Labor Union Movement », *Taiwanese Journal of Sociology*, vol. 36, 2006, p. 65-108.
22. David D. Yang, « Class, Ethnicity, and the Mass Politics of Taiwan's Democratic Transition », *World Politics*, vol. 59, n°4, 2007, p. 503-538.
23. Ce terme fait référence aux populations d'immigrants et d'exilés venues de Chine continentale avec le KMT entre 1945 et 1950, et leurs descendants. Aujourd'hui, ce groupe représente moins de 10% de la population de Taiwan.
24. Yun Fan, Chin-fen Chang, « The Effects of Social Structural Positions on Ethnic Differences of Educational Achievements in Taiwan », *Taiwan : A Radical Quarterly in Social Studies*, 2010 (à paraître).
25. Les Hoklos (*fulao*) représentent environ 75% de la population de Taiwan. Les Hakkas (*kejia*) représentent 13 à 15%, tandis que le quatrième groupe ethnique de Taiwan, les Aborigènes, représente environ 2% de la population.

Opinion à l'égard des syndicats et facteurs collectifs

Conformément au schéma de Rahn *et al.* [26], nous considérons le contexte économique et politique comme un facteur à court terme, tandis que l'idéologie et l'orientation politique relèvent du long terme. Depuis la fin des années 1980, Taiwan a connu une transition sociale et politique sans précédent, marquée par la levée de la Loi martiale, une transition démocratique, des élections présidentielles directes, et une alternance des partis au pouvoir. On peut repérer quatre temps forts durant cette période d'émergence et de maturation de la démocratie : une première phase de libéralisation, de la fin de l'année 1980 jusqu'en juin 1987 ; une phase d'incertitude, de juillet 1987 à juillet 1988 ; une phase de transition, de juillet 1988 à décembre 1994 ; et enfin, à partir de 1995, une phase de consolidation démocratique [27]. Pendant la première phase, des milliers de manifestations ont été organisées par différents groupes d'acteurs tels que les écologistes, des militantes féministes, les aborigènes, les paysans, les enseignants et bien sûr les ouvriers et les syndicats [28]. Durant la période de la Loi martiale, ces mouvements sociaux étaient pratiquement inexistants. Lorsqu'une série de grèves a éclaté à la fin des années 1980, le ministre du Travail (directeur du CLA) s'est déclaré publiquement choqué tant il s'agissait de quelque chose d'impensable de la part de syndicats jusqu'alors entièrement contrôlés par le régime et le KMT [29].

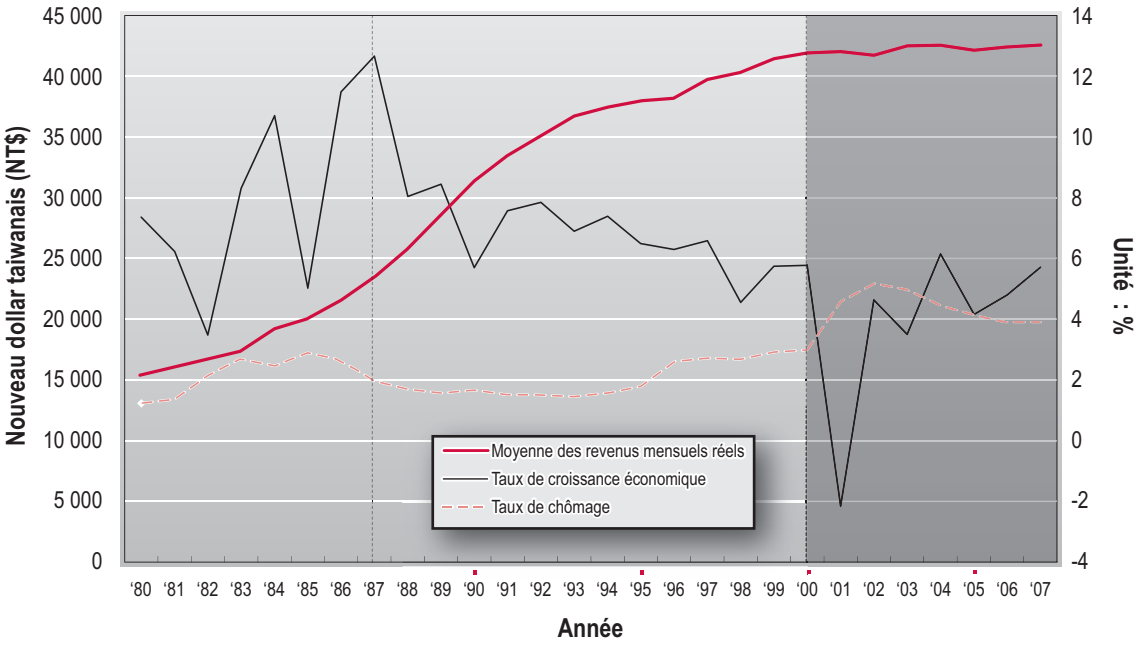
Comme nous l'avons vu pour la Grande-Bretagne des années 1980, on peut s'attendre à ce que dans le cas de Taiwan, si la population ne s'oppose pas au principe de la privatisation, elle n'aura bien sûr pas de raison de soutenir les syndicats lorsque la contestation syndicale contre la privatisation atteindra son apogée, au milieu des années 2000. D'un autre côté, en cas de récession ou d'un ralentissement des affaires provoquant un rétrécissement du marché du travail, une baisse des revenus ou d'opportunités de mobilité professionnelle, voire des licenciements en nombre dus à des fermetures d'usines, on peut supposer un soutien plus fort de la population à l'égard des syndicats, et en particulier dans la classe ouvrière. Rahn *et al.* soulignent dans ce cas l'importance, par-delà les facteurs objectifs et les caractéristiques individuelles, des croyances et mentalités collectives telles que l'orientation politique et l'idéologie [30].

Malgré des incertitudes et même quelques violences au début des années 1990, cette période, socialement et politiquement plus libérale, a ouvert une phase de consolidation démocratique, avec la première élection présidentielle directe en 1996, remportée par Lee Teng-hui, candidat du KMT mais Taiwanais de souche. Cette tendance s'est confirmée avec l'élection de Chen Shui-bian, le candidat du DPP, en 2000, mettant ainsi un terme au long règne sans partage du KMT. Dans les années qui ont précédé la levée de la Loi martiale en 1987, alors que le KMT tentait de maintenir son contrôle sur toutes les organisations civiles, les syndicats ont vu monter la contestation ouvrière contre le régime. Puis, durant la transition démocratique, certains militants, comme les membres du Taiwan Labor Front (*Taiwan laogong zhenxian*) ont développé des relations étroites avec le DPP. On peut ainsi supposer que les partisans du camp bleu (KMT et affiliés), favorables à une unification avec la Chine ou peu favorables aux positions indépendantistes, seront moins susceptibles de soutenir un pouvoir syndical fort lorsque le KMT est au pouvoir. Lorsque le DPP a accédé au pouvoir en 2000, d'anciens militants se sont vu offrir des postes ministériels, ce qui a permis à certains d'influencer l'appareil d'État dans le sens des réformes attendues, tandis que d'autres se sont désolidarisés des organisations syndicales et de leurs initiatives. Nous supposons ainsi que les partisans du camp vert, DPP et affiliés favorables à l'indépendance, soutiennent davantage les syndicats lorsque le KMT est au pouvoir, mais qu'ils se montrent plus réticents lorsque c'est le DPP.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une opinion bien définie à l'égard des politiques ou des événements sociaux, pour témoigner d'une position idéologique sur les politiques du gouvernement. Les jugements portés sur le système de protection sociale en sont une bonne illustration. Les personnes opposées à des dépenses d'État conséquentes pour la famille, la santé ou un système d'allocations chômage se déclarent également favorables au laisser-faire économique et aux mécanismes concurrentiels sur le marché du travail. Les autres ont tendance à attribuer l'échec personnel à des facteurs structurels et à favoriser des dépenses publiques plus importantes pour ceux qui sont dans le besoin. Selon cette logique, nous nous attendons à ce que les partisans d'un sys-

26. W. Rahn *et al.*, « A Framework for the Study of Public Mood », *art. cit.*, p. 6.
27. Michael Hsin-Huang Hsiao et Hagen Koo, « The Middle Classes and Democratization », in Larry Diamond *et al.*, *Consolidating the Third Wave Democracies: Themes and Perspective*, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 312-333.
28. Chang Mau-Kuei, *Shehui yundong yu zhengzhi zhuanhua* (Mouvements sociaux et transformation politique), Taipei, Guojia zhengce yanjiu ziliao zhongxin (Centre de documentation pour la recherche sur les politiques nationales), Fondation Chang Yung-Fa, 1989.
29. Ming-sho Ho, « A Working-Class Movement without Class Identity : Taiwan's Independent Labor Union Movement and the Limit of Brotherhood », *Taiwan : a Radical Quaterly in Social Studies*, n°72, 2008, p. 49-91.
30. W. Rahn *et al.*, « A Framework for the Study of Public Mood », *art. cit.*, p. 6.

Graphique 2. Tendances de l'économie et rémunérations du travail à Taiwan de 1980 à 2007.



Source : National Accounts Yearbook, 2008; Price Statistics Monthly, No. 408, 444; Base de données en ligne, Earnings and Productivity Statistics (http://www.dgbas.gov.tw/ct.asp?xItem=1135&ctNode=3253); et Yearbook of Manpower Survey Results, 2008.
Note: Le DPP a remplacé le KMT à la tête du pays de 2000 à 2008, période qui apparaît en gris sur le graphique.

tème de protection sociale soutiennent des syndicats plus forts, et qu'inversement, ceux qui estiment que les politiques sociales étouffent l'économie se déclarent hostiles au mouvement syndical.

Interactions entre les facteurs collectifs et individuels

En théorie, l'opinion publique à l'égard de ses dirigeants politiques ou de certains enjeux sociétaux est variable selon le contexte politique ou économique. En ce qui concerne la perception de l'opportunité ou du bien-fondé de telle ou telle action syndicale, ou plus généralement, de l'attente ou des réticences envers les syndicats, nous nous attendons à des variations conséquentes selon la catégorie socioprofessionnelle et l'orientation politique, dans tel ou tel contexte politique et économique. Dans le graphique 2, nous répertorions les changements économiques et politiques des 28 dernières années. Les quatre points signalés en abscisse marquent les années d'enquête (*infra*). Malgré quelques turbulences, la croissance économique est restée très forte avant 1990, pour décroître autour de 8 % durant la décennie suivante, et autour de 6 % à partir de 2000. De façon générale, les revenus réels ont augmenté régulièrement durant cette période, jusqu'en 2000, où ils ont commencé à stagner. Cependant, les travailleurs ont également connu une hausse du chômage après le milieu des années 1990, avec une nouvelle dégradation à partir de 2000. Le développement économique de Taiwan, tiré par les exportations, a été très affecté par l'économie mondiale et les événements politiques de cette période.

L'année 1990 qui voit s'ouvrir à Taiwan une transition vers la démocratie politique, marque aussi le début d'une récession économique mondiale liée à la hausse brutale des prix du pétrole durant la première guerre du Golfe. En 1995, en dépit de l'augmentation du chômage, l'indice de revenus ajustés (sur l'indice des prix à la consommation) a poursuivi son augmentation grâce à une croissance plus stable. Le tournant des années 2000 qui voit l'arrivée du DPP au pouvoir marque aussi le début d'une courte période de récession liée à l'éclatement de la bulle Internet aux États-Unis, et le taux de chômage augmente alors rapidement à Taiwan. Alors que la performance économique générale était plutôt bonne entre 2000 et 2005, le revenu réel des travailleurs a stagné.

En ce qui concerne l'interaction possible avec l'opinion sur les syndicats, nous nous attendons à ce que l'impact de la ca-

tégorie socioprofessionnelle varie selon les années de réalisation des enquêtes. Nous supposons que les ouvriers et employés ont dû exprimer une attente plus importante à l'égard des syndicats durant les périodes de difficultés économiques, comme par exemple en 2000 et 2005, années caractérisées par une stagnation des revenus. En revanche, les cadres et professions libérales, moins dépendants des syndicats pour défendre leurs intérêts, devraient garder une opinion plus constante.

Pour l'interaction entre les classes sociales et les différentes périodes, nous avons deux hypothèses contradictoires. D'un point de vue politique, nous nous attendons à trouver des différences significatives en 1990 et 1995, mais probablement atténuées en 2000 et 2005, en raison du soutien a priori plus élevé de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière pour le camp vert (DPP et autres partis indépendantistes). Comme le DPP a accédé au pouvoir en 2000, et s'est vu de nouveau confirmé lors des présidentielles de 2004, durant cette période, la petite bourgeoisie et la classe ouvrière devraient se montrer moins favorables au renforcement de la syndicalisation. Cependant, d'un point de vue économique, compte tenu de la stagnation des salaires durant la même période, on peut supposer que ces catégories sociales souhaiteront une intervention plus forte des syndicats.

Le troisième point d'interaction concerne l'année et la préférence politique. Sitôt sa création peu avant la fin de la Loi martiale, le DPP a pris la tête du mouvement pour la démocratie, avec l'appui du mouvement ouvrier, nouant ainsi des liens plus forts que le KMT avec les organisations syndicales y compris au sein de plusieurs entreprises publiques. Les partisans du DPP devraient donc exprimer leur soutien aux syndicats durant la période où le KMT se trouve encore au pouvoir, en tant que forces d'opposition politique. Mais selon la même logique, après l'élection du DPP en 2000 et sa réélection en 2004, les partisans du DPP devraient se montrer plus réticents à soutenir des syndicats puissants.

Statistiques, approches analytiques et variables

Les données utilisées proviennent d'une série de quatre enquêtes sur le changement social à Taiwan menées en 1990, 1995, 2000 et 2005, sur un échantillon d'environ 2000 personnes chaque année (voir le haut du tableau 2). Cette série d'enquêtes sur des échantillons nationaux a commencé en 1984. Dans les quatre enquêtes que nous utilisons ici, les participants devaient exprimer s'ils souhaitaient une influence plus ou moins importante des syndicats [31]. Un échantillonnage des sondés varié à dessein d'une enquête à l'autre permet de mieux appréhender l'évolution de l'opinion [32]. En incluant dans notre modèle d'analyse des groupes d'âge pour chaque année, nous pouvons vérifier à la fois les effets d'âge et de cohorte [33].

Nous regardons tout d'abord l'influence des dynamiques macro-économiques et politiques sur l'opinion, en considérant l'année 1990 comme l'entrée dans la transformation démocratique, et les années 1995 et 2000 comme des années de consolidation de la démocratie. L'année qui précède l'enquête de 2005, le DPP a conservé le pouvoir aux présidentielles mais il a dû faire face à un mouvement d'opposition important contre la privatisation des services publics. Par conséquent, nous nous attendons à ce que le soutien aux syndicats ait atteint un sommet en 1990 pour diminuer au cours des années suivantes.

Dans une deuxième étape de l'analyse, nous observons les effets directs de variables indépendantes. En suivant la typologie de Rahn *et al.*, nous retenons quatre types, relatifs au niveau individuel ou collectif, le court et le long terme. Dans les variables individuelles de long terme, nous incluons le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique et l'éducation. Les personnes interviewées sont classées en trois catégories en fonction de l'ethnie de leur père (Hakka, Hoklo ou Continental), et quatre niveaux d'éducation (primaire, collège, lycée et enseignement supérieur). Les facteurs individuels de court terme comprennent la catégorie socioprofessionnelle (cadres, employés et ouvriers), la classe sociale ou situation sociale objective (patronat, petite bourgeoisie, classe ouvrière, et sans emploi – chômeurs, étudiants, et femmes au foyer), et l'identification

31. À Taiwan, outre les syndicats à proprement parler, appelés « syndicats industriels » (*chanye gonghui*), il existe aussi des « syndicats professionnels » (*zhiye gonghui*) qui s'apparentent plutôt à des mutuelles s'occupant principalement de gérer des assurances professionnelles et médicales. Les enquêteurs ne précisant pas de quels syndicats il s'agit, il est possible en théorie que les sondés confondent les uns avec les autres. Cependant, nous ne pensons pas que cette différence puisse affecter la validité de la question, ni ses résultats analytiques, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, d'après les résultats de l'enquête de 2005, la plupart des personnes interviewées ne sont membres d'aucun syndicat, industriel ou professionnel (Ying-Hwa Chang, Yang-Chih Fu (éds.), *Taiwan Social Change Survey Report, n° 5-1*, Taipei, Institut de sociologie, Academia Sinica, 2006, p. 332). Ensuite, hormis celle de 2005, toutes les enquêtes précédentes placent cette question dans un groupe de questions concernant l'opinion des sondés sur des sujets socio-économiques assez généraux, tels que le système de protection sociale ou l'intervention du gouvernement dans l'économie. Les personnes interviewées doivent exprimer un avis général sur l'influence souhaitable ou non des syndicats, et non sur les syndicats auxquels elles appartiennent. Nous remercions le lecteur anonyme qui a attiré notre attention sur cette question.

32. Glenn Firebaugh, *Seven Rules for Social Research*, Princeton, Princeton University Press, 2008, p. 181.

33. Pour les lecteurs peu familiers des statistiques, l'effet de cohorte résulte d'un effet cumulé entre l'âge et la période. L'âge prend pour base l'année de naissance individuelle et la cohorte les personnes nées dans la même décennie.

subjective à une classe (pauvre ou populaire, ouvrière, moyenne, ou aisée) [34].

Dans les facteurs collectifs de long terme, nous incluons l'orientation politique et l'idéologie. Outre les deux principaux partis, le KMT et le DPP, quelques petits partis sont apparus ces 20 dernières années comme le Nouveau parti (*xindang*), le Parti du peuple d'abord (*qinmindang*, People-First Party), et l'Union pour la solidarité de Taiwan (*taiwan duanjie lianmeng*, Taiwan Solidarity Union) de Lee Teng-hui. L'idéologie politique des deux premiers est proche de celle du KMT, tandis que la TSU s'est alliée au DPP. Nous réunissons ainsi les partisans du KMT, du Nouveau parti et du Parti du peuple d'abord sous la bannière du camp bleu (*fanlan*), et ceux qui votent pour le DPP, le TSU ou d'autres partis indépendantistes dans le camp des verts (*fanlü*). (Une troisième catégorie regroupe les personnes qui ne s'identifient ni aux uns ni autres.)

Enfin, la troisième étape de l'analyse concerne l'orientation idéologique et l'opinion quant au système de protection sociale. Dans les quatre enquêtes, les personnes interviewées devaient notamment commenter l'hypothèse suivante : *s'il existe un système de sécurité sociale efficace, les gens travaillent avec moins d'ardeur*. Nous incluons en outre une variable représentant les facteurs macro de court terme. Comme nous ne disposons que de quatre points dans le temps, l'utilisation du taux national de chômage pour chaque année d'enquête ne saurait présenter des variations pertinentes, mais nous utilisons en revanche le taux de chômage régional pour mesurer l'évolution de la situation économique dans différentes régions. Cette variable est construite, de la même façon pour les quatre années d'enquête, en identifiant l'adresse des personnes interviewées et en la faisant correspondre avec le taux de chômage régional (de la ville ou du comté) [35]. Nous nous attendions à trouver à Taiwan des tendances similaires à celles de Tracy Chang pour les États-Unis, montrant que les personnes sans emploi soutiennent fortement les syndicats [36].

Les deuxième et troisième étapes de l'analyse partagent le même modèle logistique multinomial. Dans la deuxième, nous nous intéressons aux effets directs de variables indépendantes, et nous examinons leurs rapports de cotes (*odds ratio*) respectifs. La troisième concerne principalement les interactions entre les années, les catégories socio-professionnelles individuelles et les préférences politiques (voir aussi *infra*). Nous comparons ensuite les rapports de cotes des effets d'interaction et des effets principaux.

Résultats

Distribution statistique de l'opinion sur les syndicats selon la période

Le graphique 3 indique que d'après l'enquête, les Taiwanais seraient systématiquement favorables à une plus grande influence des syndicats, avec plus de 40 % des sondés pour les quatre années. Par comparaison, un pourcentage beaucoup plus faible de sondés souhaite que cette influence diminue ; à son maximum, ce pourcentage n'atteint que 9,5 % en 2000. Ce résultat est très encourageant pour les syndicalistes et militants ouvriers, même si une forte proportion des personnes interviewées semble ignorer ou se désintéresser de cette question, comme le révèle la catégorie « sans opinion » (celle-ci a toutefois diminué d'environ 30 % en 1990 à 20 % en 2005). Le soutien public envers des syndicats plus forts a culminé en 2005, avec un score plus important encore qu'en 1990, trois ans à peine après la fin du régime autoritaire du KMT.

Analyse logistique multinomiale : les principaux effets des variables indépendantes

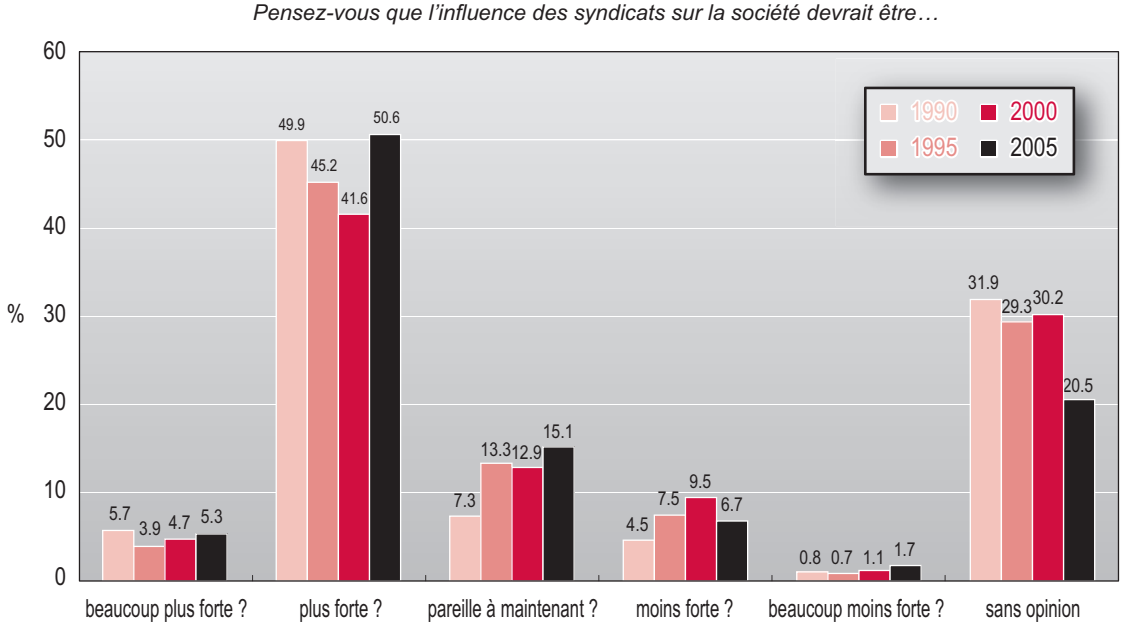
Le tableau 2 présente les statistiques descriptives des variables indépendantes utilisées dans l'analyse à plusieurs variables. La plupart des résultats étant faciles à interpréter, nous n'en commenterons que quelques-uns. Le niveau d'éducation moyen a augmenté ces 20 dernières années à Taiwan, et suivant la transformation de la structure de l'emploi, la proportion de cols blancs a augmenté au cours des années, en particulier pour les cadres. La proportion de cols bleus est restée à une moyenne de 28 % du total de la population active durant la période. En ce qui concerne la distribution des différentes classes sociales, la proportion d'employeurs et de membres de la petite bourgeoisie a diminué, et la majorité des emplois se trouvent dans le secteur privé. Le tableau 1

34. NDT : Tous ces choix de traduction étant discutables, ils sont suivis entre parenthèses dans le tableau 2 des termes chinois indiqués par l'auteur. (Pour l'original anglais, voir *China Perspectives* 2010/3 : p. 46-62).

35. Nous sommes conscients du fait que les personnes interviewées ne vivent pas forcément à l'endroit où elles sont enregistrées, pour voter par exemple. Selon une étude précédente, la discordance varie de 10 à 12% selon les estimations. Hsing-Yi Chang *et al.*, « Comparisons among the Household Registry, Stay, and Migrated Populations in Taiwan : Evidence from the Data of 2001 Taiwan National Health Interview Survey », *Survey Research*, vol. 14, 2003, p. 5-29.

36. T. Chang, « A Structural Model of Race, Gender, Class and Attitudes toward Labor Unions », *art. cit.*, p. 6.

Graphique 3. Opinion publique et syndicats en 1990, 1995, 2000 et 2005.



Source : Enquête sur le changement social à Taiwan

montre également que le KMT et le camp bleu ont perdu plus de la moitié de leurs partisans entre 1995 et 2005, tandis que le pourcentage des sympathisants du DPP et du camp vert a crû en proportion inverse, avec toutefois une diminution importante entre 2000 et 2005.

L'analyse logistique multinomiale combine les données des quatre enquêtes (1990, 1995, 2000 et 2005), avec comme variable dépendante l'opinion publique sur l'influence des syndicats. Nous avons ramené les cinq choix initiaux à trois possibilités (*cette influence devrait-elle être plus forte, moins forte ; devrait-elle rester stable ; sans avis*), et nous avons utilisé le deuxième choix comme groupe de comparaison. Ainsi, selon que ces coefficients de variables indépendantes sont positifs (ou négatifs), les personnes interviewées sont plus (ou moins) enclines à soutenir les syndicats.

Dans le tableau 3, on peut voir que les hommes, les personnes âgées et ceux qui estiment qu'un système de protection sociale performant rend les gens paresseux sont tous moins enclins à soutenir les syndicats. La classe ouvrière et les sympathisants du camp vert sont davantage que leurs exacts opposés, classes aisées et sympathisants du camp bleu, susceptibles de favoriser des syndicats puissants. En ce qui concerne l'évolution, après avoir contrôlé les autres variables, il s'avère que les Taiwanais sont un peu moins favorables aux syndicats en 2000 et 2005 qu'ils ne l'étaient initialement lors de la première enquête de 1990.

Les résultats du tableau 3 montrent que les personnes âgées, celles qui ont un moindre niveau d'éducation, celles qui ne se rangent pas parmi la classe aisée, celles qui n'ont aucune préférence politique ainsi que les personnes en situation précaire sont davantage susceptibles de ne pas se prononcer sur la question, soit parce qu'elles s'en désintéressent, soit parce qu'elles témoignent de plus de réserves. En revanche, les hommes et les sympathisants du camp bleu sont plus enclins à se prononcer.

Interactions entre l'année, la profession et la préférence politique

Nous commentons ici les résultats de la deuxième moitié du tableau 3. En ce qui concerne le soutien envers le pouvoir syndical, la plupart des interactions apparaissent entre la préférence politique et l'année. Les réponses « sans opinion » (vs. moins de pouvoir) ne sont pas significatives, ce qui suggère *a minima* l'absence d'une indifférence croissante à l'égard des syndicats. Afin d'affiner la représentation des partisans d'une influence syndicale plus forte, nous tradui-

Tableau 2. Statistiques descriptives des variables indépendantes

	Moyenne	1990	1995	2000	2005
Nombre de personnes interviewées		2 115	1 597	1 573	1 757
Variables indépendantes					
Sexe					
Femmes	50,2	49,8	49,5	50,2	51,5
Hommes	49,8	50,2	50,5	49,8	48,5
Age (moyenne ; écart type)	39,9 (13,2)	36,9 (11,1)	40,4 (12,5)	42,0 (13,8)	41,3 (14,9)
Appartenance ethnique					
Hoklos	74,0	74,2	70,5	78,9	72,4
Hakkas	13,1	13,6	15,1	9,1	14,2
Continentaux	13,0	12,2	14,4	12,0	13,4
Education					
Ecole primaire ou moins	26,3	30,4	26,7	28,5	18,8
Niveau collège	14,8	16,8	16,0	14,4	11,7
Niveau lycée	36,1	36,3	37,7	35,0	35,5
Université ou enseignement supérieur	22,8	16,5	19,7	22,1	33,9
Catégories socioprofessionnelles (*zhiye jieji*)					
Cadres (*gaoji bailing*)	12,6	11,6	12,2	14,2	12,6
Employés (*diji bailing*)	31,8	29,1	31,1	29,4	37,9
Ouvriers (*lanling*)	27,8	26,6	30,6	30,3	24,3
Sans emploi (*meiyou jiuye*)	27,9	32,7	26,1	26,1	25,2
Classe (ou situation) sociale objective					
Patronat (*guzhu*)	9,3	8,7	14,8	8,3	5,9
Petite bourgeoisie (*xiaozi chanjieji*)	11,5	14,9	9,1	12,6	8,7
Ouvrière (*laogong*)	51,3	43,6	50,0	53,1	60,3
Sans emploi	27,9	32,7	26,1	26,1	25,2
Identification subjective à une classe (*zhuguan jieji rentong*)					
Classe pauvre ou populaire (*xiaceng jieji*)	8,0	9,2	8,9	8,3	5,3
Classe ouvrière (*laogong jieji*)	20,2	27,7	17,4	20,2	13,8
Classe moyenne (*zhongxiaceng huo zhongceng jieji*)	58,2	52,5	62,4	60,3	59,4
Classes aisées (*zhongshangceng huo shangceng jieji*)	13,7	10,6	11,4	11,2	21,5
Orientation politique					
Camp bleu (*fanlan*)	35,3	36,8	54,5	30,7	19,9
Camp vert (*fanlü*)	17,4	6,1	16,5	35,0	16,1
Autres	47,4	57,1	29,0	34,3	64,0
Êtes-vous d'accord avec cette phrase : « Les gens travaillent avec moins d'ardeur s'ils bénéficient d'un système de protection sociale généreux. »					
D'accord	25,5	14,6	21,8	30,3	37,6
Sans commentaire	5,2	7,5	5,7	3,8	3,4
Pas d'accord	69,3	77,9	72,5	65,9	59,1
Taux de chômage (moyenne [%]; écart type)	2,6 (1,1)	1,7 (0,4)	1,9 (0,4)	3,0 (0,7)	4,1 (0,1)

Unité : personnes ; %

Tableau 3. Analyse logistique multinomiale de l'opinion sur l'influence des syndicats
(Codage des variables dépendantes: Moins d'influence = 0, Plus d'influence = 1, Sans opinion = 2)

Variables dépendantes	Plus d'influence vs. Moins d'influence		Sans opinion vs. Moins d'influence	
	Coefficient (S.E.)	Rapport de cotes	Coefficient (S.E.)	Rapport de cotes
Hommes	-0,14 (0,07) +	0,87	-0,44 (,09) ***	0,64
Age	-0,01 (0,00) ***		0,01 (0,00) ***	
Appartenance ethnique (Continentaux = 0)				
Hoklos	0,02 (0,10)	1,02	0,06 (0,12)	1,06
Hakkas	0,05 (0,12)	1,05	0,05 (0,15)	1,05
Education (Université = 0)				
Ecole primaire	-0,10 (0,13)	0,91	0,55 (0,15) ***	1,74
Collège	-0,09 (0,12)	0,92	0,14 (0,15)	1,15
Lycée	-0,03 (0,09)	0,97	-0,03 (0,12)	0,97
Catégories socioprofessionnelles (Cadres = 0)				
Employés	-0,05 (0,23)	0,95	0,17 (0,28)	1,19
Ouvriers	-0,18 (0,24)	0,83	-0,03 (0,29)	0,97
Sans emploi	-0,33 (0,30)	0,72	0,15 (0,36)	1,16
Classe objective (patronat = 0)				
Petite bourgeoisie	0,14 (0,29)	1,15	0,42 (0,32)	1,52
Classe ouvrière	0,03 (0,24)	1,03	-0,02 (0,28)	0,98
Sans emploi		****		****
Indentification subjective à une classe (Classe aisée =0)				
Classe inférieure	0,06 (0,15)	1,06	0,68 (0,18) ***	1,98
Classe ouvrière	0,31 (0,12) **	1,37	0,62 (0,15) ***	1,86
Classe moyenne	0,10 (0,09)	1,11	0,44 (0,12) ***	1,56
Orientation politique (pro-bleus=0)				
Pro-verts	0,59 (0,31) +	1,81	-0,15 (0,39)	0,86
Autres	0,19 (0,14)	1,20	0,65 (0,16) ***	1,92
D'accord avec l'affirmation suivante : « Les gens travaillent avec moins d'ardeur s'ils bénéficient d'un système de protection sociale généreux » (Pas d'accord = 0)				
D'accord	-0,24 (0,07) **	0,78	-0,22 (0,09) *	0,80
Sans commentaire	0,09 (0,15)	1,09	0,06 (0,18)	1,06
Taux de chômage régional (%)	-0,1E-2 (0,07)		-0,08 (0,08)	
Année de l'enquête (1990=0)				
1995	-0,36 (0,38)	0,70	0,17 (0,47)	1,19
2000	-1,02 (0,39) **	0,36	-0,77 (0,48)	0,46
2005	-1,00 (0,43) *	0,37	-0,90 (0,57)	0,41

(continue en page 82)

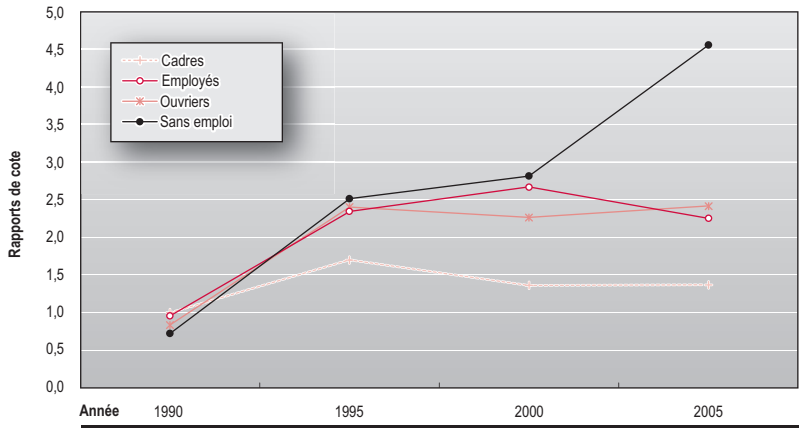
Variables dépendantes	Plus d'influence vs. Moins d'influence		Sans opinion vs. Moins d'influence	
	Coefficient (S.E.)	Rapport de cotes	Coefficient (S.E.)	Rapport de cotes
Termes de l'interaction :				
Année de l'enquête × Catégorie professionnelle (1990 & Cadres=0)				
1995 & Employés	-0,37 (0,31)	0,69	-0,64 (0,40)	0,53
1995 & Ouvriers	-0,14 (0,32)	0,87	-0,11 (0,40)	0,90
1995 & sans emploi	0,09 (0,41)	1,10	-0,44 (0,49)	0,64
2000 & Employés	0,30 (0,30)	1,35	-0,16 (0,38)	0,86
2000 & Ouvriers	0,07 (0,31)	1,07	0,30 (0,38)	1,35
2000 & sans emploi	0,55 (0,40)	1,73	0,34 (0,48)	1,41
2005 & Employés	-0,07 (0,29)	0,93	-0,62 (0,39)	0,54
2005 & Ouvriers	0,20 (0,31)	1,22	-0,14 (0,40)	0,87
2005 & sans emploi	1,24 (0,41) **	3,47	0,61 (0,53)	1,85
Année de l'enquête × Classe sociale (1990 & Patronat = 0)				
1995 & Petite bourgeoisie	-0,48 (0,39)	0,62	-0,71 (0,44)	0,49
1995 & Classe ouvrière	0,15 (0,31)	1,16	-0,33 (0,36)	0,72
1995 & sans emploi		****		****
2000 & Petite bourgeoisie	0,25 (0,40)	1,28	-,06 (,46)	,94
2000 & Ouvrier	0,34 (0,33)	1,40	0,04 (0,39)	1,04
2000 & sans emploi		****		****
2005 & Petite bourgeoisie	0,51 (0,41)	1,66	0,19 (0,51)	1,21
2005 & Classe ouvrière	0,81 (0,33) *	2,25	0,55 (0,43)	1,74
2005 & sans emploi		****		****
Année de l'enquête × Orientation politique (1990 & Pro-bleus = 0)				
1995 & Pro-verts	-0,48 (0,35)	0,62	0,07 (0,45)	1,07
1995 & Autres	-0,05 (0,21)	0,96	-0,11 (0,23)	0,89
2000 & Pro-verts	-0,58 (0,34) +	0,56	0,46 (0,43)	1,58
2000 & Autres	-0,23 (0,21)	0,79	0,28 (0,25)	1,32
2005 & Pro-verts	-0,99 (0,36) **	0,37	0,05 (0,48)	1,05
2005 & Autres	-0,39 (0,21) +	0,68	-0,18 (0,27)	0,83
Termes constants	1,96 (0,35) ***	--	-0,64 (0,42)	--
Taille de l'échantillon	**7 042**			

*+ p<0,1, * p<0,05, ** p<0,01, *** p<0,001, Source: Enquête sur le changement social à Taiwan, 1990, 1995, 2000 et 2005,*
*Note : La catégorie des sans emploi est abandonnée pour certaines variables à cause de la multi-colinéarité / **** Non pris en compte*

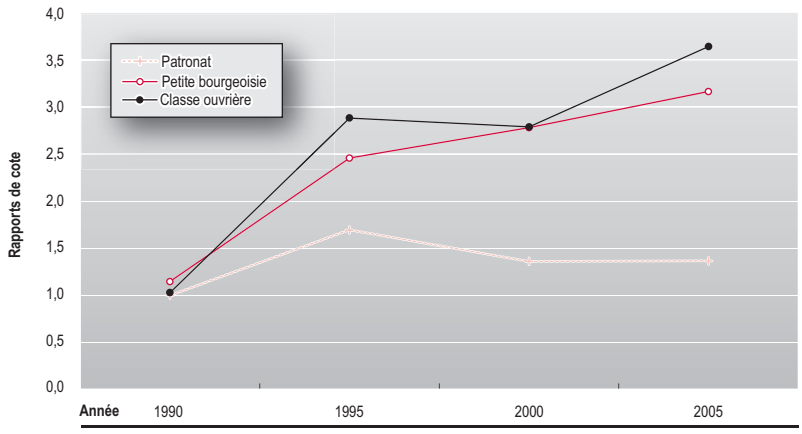
sons la somme des rapports de cotes en graphiques [37]. Le graphique 4 montre les interactions entre l'année et les catégories socioprofessionnelles, la classe sociale et l'orientation politique. La somme des rapports de cotes (statistiques sur l'axe des ordonnées) est l'addition des principaux effets de l'année, des variables prédictives et de leur interaction. Ainsi, les résultats sur les graphiques représentent la probabilité de soutenir un pouvoir syndical plus fort,

Graphique 4. Sommes des rapports de cotes des effets principaux et des effets d'interactions du soutien envers un pouvoir syndical fort, en fonction de la catégorie professionnelle, de la classe sociale et de l'orientation politique, en 1990, 1995, 2000 et 2005.

(a) Interactions entre la catégorie professionnelle et l'année



(b) Interactions entre la classe sociale et l'année



(c) Interactions entre l'orientation politique et l'année

Source: Taiwan Social Change Survey.

en prenant en compte à la fois les effets directs et les interactions.

Dans le graphique (a), les cadres sont utilisés comme groupe de référence [38]. Pour ceux qui ne se trouvent pas sur le marché du travail, la probabilité de soutenir les syndicats a augmenté sur toute la période. Les rapports de cotes ajoutés sont quatre fois plus grands que pour les employés qualifiés en 2005. Le chômage atteint 4 % cette année là, soit un taux plus élevé que lors des trois enquêtes précédentes (voir le tableau 2 et le graphique 2), de sorte que les mauvaises conditions du marché du travail peuvent contribuer à renforcer les attentes envers les syndicats de la part des groupes les moins favorisés. Mais quelle que soit l'année d'enquête, les ouvriers et employés se montrent de toute façon plus favorables que les cadres à soutenir des syndicats puissants.

Le graphique (b) montre les interactions entre l'année et la position sociale. Les écarts des rapports de cotes additionnés pour le groupe de référence et les autres

37. Les rapports de cotes (*odds ratios*) servent à évaluer si la probabilité d'un certain événement est la même pour le groupe de référence (ou expérimental) et le groupe de comparaison (celui qui est omis). Un rapport de cotes de 1 signifie que la probabilité d'un événement est la même dans les deux groupes. Un rapport de cote supérieur à 1 suppose que l'événement a plus de chances de se produire dans le groupe de référence. Puisque nous additionnons les rapports de cotes des effets principaux et des interactions, les résultats peuvent être supérieurs à 1. Quoi qu'il en soit, plus la somme des rapports de cotes est élevée, plus il est probable que l'événement se produise pour le groupe de référence.

38. On peut remarquer que dans les trois graphiques, les rapports de cotes du groupe de comparaison sont les mêmes. Par définition, la valeur pour le groupe de comparaison sera toujours de zéro, et seuls les rapports de cotes pour les différentes années resteront après l'addition des effets d'interactions et des effets principaux.

sont bien plus grands que dans le graphique (a). Les effets de classe sont donc beaucoup plus importants que ceux de la catégorie professionnelle. Comparée au patronat et sur toute la période, la petite bourgeoisie a beaucoup plus de chances de soutenir les syndicats. Les probabilités totales de la classe ouvrière sont encore plus élevées. Les résultats convergent avec les observations de Gates [39]: la mobilité entre les ouvriers et les travailleurs indépendants/petits propriétaires explique que ces derniers manifestent autant de sympathie envers un pouvoir syndical fort que la classe ouvrière.

Le dernier graphique représente les interactions entre l'année et l'orientation politique. Les résultats sont assez nets, puisque les trois lignes sont presque parallèles les unes aux autres. Les personnes interviewées qui n'ont pas d'orientation politique stable sont au moins deux fois plus susceptibles de soutenir un pouvoir syndical fort que les électeurs du camp bleu. Les probabilités pour les sympathisants du camp vert sont encore plus élevées. Cependant, après 2000, les probabilités cumulées de soutenir une plus forte syndicalisation ont diminué à la fois chez les électeurs du DPP et chez ceux n'ayant aucune orientation partisane fixe.

Conclusion et discussion

De nombreuses études ont cherché à déterminer l'influence des transformations économiques et politiques sur la syndicalisation et le mouvements ouvrier dans les sociétés nouvellement industrialisées comme celles de l'Asie orientale [40]. Bien que Taiwan soit progressivement passé de la Loi martiale à la démocratie, l'institutionnalisation d'un système électoral et la liberté politique individuelle ne garantissent pas une juste répartition des ressources économiques et la protection des droits sociaux. C'est ici que les syndicats ont un rôle important à jouer. Au début de cet article, nous citions une remarque d'un haut fonctionnaire du DPP, une anecdote qui en dit long sur l'hostilité contre la grève de quelconque parti politique lorsqu'il accède au pouvoir, mais la situation est d'autant plus ironique dans le cas du DPP qui, jusqu'en 2000, tant qu'il était un parti d'opposition, n'avait cessé de réclamer des syndicats indépendants et plus de liberté syndicale. Alors que les responsables politiques au pouvoir ont ainsi tendance à invoquer à leur guise l'opinion publique pour vilipender l'action syndicale, il nous a paru utile de présenter des données empiriques sur la dite opinion.

D'après les résultats de la distribution statistique, et pour les quatre années d'enquêtes, il apparaît clairement que la majorité des sondés souhaite que les syndicats soient plus influents. Bien qu'inférieurs aux taux de soutien observés en Grande-Bretagne [41] ou aux États-Unis [42], ces résultats sont impressionnants si l'on considère la courte histoire de la démocratie politique et des libertés syndicales à Taiwan. Même si une part importante de sondés ne se prononce pas, le soutien de la majorité est obtenu. Nous y voyons la conséquence des efforts des organisations syndicales et de leurs initiatives légitimes pour faire appliquer le droit du travail. Ces résultats, qui vont à rebours des propos péremptoires de responsables politiques affirmant que la population est hostile au mouvement syndical, devraient encourager les militants et les organisations syndicales. Suite à la détérioration de la situation économique depuis le début du XXIe siècle, les appels en faveur de syndicats étaient plus nombreux en 2005 que lors des trois enquêtes précédentes.

Ces résultats permettent aussi de cerner qui sont les personnes favorables aux syndicats. L'analyse à plusieurs variables montre des différences significatives selon les classes sociales, avec un soutien constant de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, quel que soit le contexte politique et économique. Pour des raisons historiques, la préférence politique influence encore beaucoup l'opinion, et nous avons vu en dernier ressort que jusqu'en 2000, les électeurs du camp vert se montrent plus souvent favorables aux syndicats que ceux du camp bleu ou que ceux qui n'ont pas d'orientation bien définie. Historiquement, pour nombre de sympathisants du camp vert, soutenir les actions syndicales entrait dans la panoplie de résistance à l'autocratisme du KMT, mais beaucoup ont perdu cette veine militante après les présidentielles de 2000.

Nous reconnaissons certaines limites à cet article. Tout d'abord, le terme de syndicat utilisé dans le questionnaire reste vague dans la mesure où il peut renvoyer aussi bien aux syndicats en général qu'aux syndicats d'appartenance des sondés. Même si nous pensons que ces derniers ont été incités à se prononcer sur l'influence des syndicats en général, les réponses seraient sans doute plus pertinentes si les prochaines enquêtes précisaient le sens du terme syndicat utilisé dans le questionnaire.

39. H. Gates, *Chinese Working-Class Lives: Getting by in Taiwan*, *op. cit.*, p. 9.
40. Pour un exemple type, voir Frederic Deyo, *Beneath the Miracle : Labor Subordination in the New Asian Industrialism*, Berkeley, University of California Press, 1989.
41. M. Roiser, T. Little, « Public Opinion, Trade Unions and Industrial Relations », *art. cit.*, p. 5.
42. Avec 70% de soutien entre le milieu des années 1980 et 2000. (Thomas I. Palley, Robert M. Lajeunesse, « Social Attitudes, Labor Law, and Union Organizing : toward a New Economics of Union Density », *Journal of Economic Behavior & Organizations*, vol. 62, n°2, 2007, p. 237-254.)

Deuxièmement, les principaux facteurs utilisés sont les caractéristiques démographiques et la situation socio-économique des sondés. Nous n'avons aucune information sur les raisons de leur soutien aux syndicats. Les prochaines enquêtes pourraient évaluer si ce soutien est motivé par une expérience personnelle ou s'il relève d'une adhésion de principe au syndicalisme, pour la défense des droits ou des intérêts économiques.

Enfin, le questionnaire actuel se contente d'évaluer le niveau de sympathie pour les syndicats sans apporter aucun élément sur le type d'action syndicale qui suscite cette sympathie, ni même nous renseigner s'il s'agit d'un soutien ponctuel à des initiatives militantes contre les employeurs ou un soutien de principe aux organisation syndicales. Nous ne pouvons donc pas infirmer de façon certaine l'hostilité supposée de l'opinion publique aux grèves et aux manifestations syndicales.

Bien que sur toute la période, de 1990 à 2005, la syndicalisation soit perçue comme quelque chose de souhaitable par une part importante de sondés, elle ne s'est pas concrétisée dans la pratique et elle a progressivement diminué. Alors que les deux tiers de la population active sont employés dans le secteur tertiaire, avec une forte proportion de femmes, ce secteur reste peu syndiqué [43]. La faible implication syndicale des cols blancs n'est pas un problème spécifique à Taiwan ; il en va de même aux États-Unis malgré les efforts des organisations syndicales (Fantasia et Voss, 2004) [44]. Les syndicats taiwanais restent concentrés dans les industries traditionnelles dont la plupart des employés sont des hommes. Seules quelques banques et agences du gouvernement ont commencé à créer des syndicats indépendants. Nos résultats suggèrent donc que la mobilisation des travailleurs dans le secteur des services devrait être cruciale pour construire un véritable pouvoir syndical à Taiwan. •

• **Traduit par Séverine Bardon et l'équipe de rédaction**

Glossaire

Fanlan 泛藍 / Fanlü 泛綠 / Fulao 福佬
Hau Pei-tsun 郝柏村 / Kejia 客家
Lee Teng-hui 李登輝 / Minnanren 閩南人
Taitie gonghui 台鐵工會
Taiwan shehui bianqian jiben diaocha 台灣社會變遷基本調查
Waishengren 外省人 / Zhengfengshi 政風室

43. À la fin des années 1990, le taux de syndicalisation est inférieur à 10% dans les services contre 37% dans les télécommunications et les transports et 15,7% dans l'industrie manufacturière. (Site Internet du Taiwan Labor Front ; http://labor.ngo.org.tw/labor-rights-report/20report/1-organizing.htm, consulté le 10 février 2010).

44. Rick Fantasia, Kim Voss, *Hard Work : Remaking the American Labor Movement*, Berkeley, CA, University of California Press, 2004.